



Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de S.A.R. le Grand-Duc Henri de Luxembourg

devant la 67^{ème} session ordinaire de l'Assemblée générale
des Nations Unies

New York, le 26 septembre 2012

Statement by H.R.H. Grand Duke Henri of Luxembourg

67th ordinary session of the General Assembly
of the United Nations

New York, September 26th, 2012



Candidat au Conseil de sécurité
2013-2014
Candidate for the Security Council

Monsieur le Président,

Au nom du Grand-Duché de Luxembourg, permettez-moi de vous féliciter de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. Vous pouvez compter sur le plein soutien de mon pays dans votre tâche si lourde de responsabilités.

L'Assemblée générale est l'organe central de l'architecture de l'Organisation des Nations Unies. Ici, tous les Etats membres sont représentés et chacun dispose d'une voix, indépendamment de sa taille, de sa population ou de sa puissance économique. L'Assemblée est bien le concert des nations où s'incarne le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats membres. Nous souhaitons inspiration, passion et sagesse au chef d'orchestre du concert des Etats ici rassemblés.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le Luxembourg est fier d'avoir participé dès ses débuts au projet de paix que sont les Nations Unies.

Alors qu'il présentait le 9 août 1945 au Parlement luxembourgeois la Charte des Nations Unies, signée quelques semaines plus tôt à San Francisco, notre Ministre des Affaires étrangères de l'époque, Monsieur Joseph Bech, eut ces mots visionnaires : « c'est dans l'œuvre des Nations Unies que notre pays a pu trouver au plus fort de la tourmente l'espoir de renaître, c'est parmi les Nations Unies qu'il a pris sa place d'Etat indépendant, de pays libre, c'est au milieu de ces pays pacifiques que l'Organisation de San Francisco vient de grouper dans l'espoir magnifique d'une paix stabilisée, qu'il trouvera les garanties d'avenir nécessaires à sa renaissance ».

L'histoire lui a donné raison. Résolu, avec les autres peuples des Nations Unies, à préserver les générations futures du fléau de la guerre, le Luxembourg a trouvé au sein de l'ONU et du multilatéralisme en général, le cadre idéal pour s'épanouir comme Etat indépendant, souverain, libre de ses choix. Le Luxembourg a eu la chance de prospérer grâce à la paix dont il jouit depuis 1945. En retour, nous nous sommes résolument engagés au sein des Nations Unies pour contribuer à consolider la paix et promouvoir le développement durable pour le plus grand nombre.

Monsieur le Président,

Vous avez choisi à juste titre le règlement pacifique des différends comme thème pour le débat général de la présente session.

Il s'agit là d'un des buts primordiaux de notre Organisation, qui doit lui permettre de maintenir la paix et la sécurité internationales. Pour régler les différends de manière pacifique, la Charte attribue un rôle majeur au Conseil de sécurité, mais aussi à l'Assemblée générale et à la Cour internationale de Justice.

La crise qui sévit depuis 18 mois en Syrie ne cesse de s'aggraver. Elle a déjà fait plus de 20.000 victimes. Les répercussions sur les pays voisins se font de plus en plus sentir.

Cette crise interpelle notre conscience. Elle met notre engagement à rude épreuve. Certains sont tentés de rendre les Nations Unies coupables d'inaction. Mais la culpabilité est ailleurs. Les responsables des violences effroyables, des crimes de guerre, des violations graves des droits de l'homme et des crimes contre l'humanité commis en Syrie devront un jour, le Luxembourg en est convaincu, en rendre compte.

L'échec à ce jour des tentatives de régler la crise syrienne par des moyens pacifiques ne doit pas nous amener à négliger la recherche de solutions politiques à d'autres crises.

Le Luxembourg s'engage ainsi résolument pour le règlement pacifique du conflit israélo-palestinien. Ce conflit n'a que trop duré. Il est essentiel que les parties entament de nouveaux pourparlers directs et négocient une paix durable entre elles, avec l'appui du Quartette. Le chemin sera certes ardu, mais l'objectif en vaut la peine, pour les Israéliens et les Palestiniens et pour la région tout entière : un Etat palestinien indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable, vivant côte à côte avec l'Etat d'Israël dans la paix et la sécurité.

Le Luxembourg appuie de longue date l'édification de l'Etat palestinien sur les plans politique et économique. Nous soutenons ainsi les aspirations de la Palestine à prendre sa place parmi les nations du monde. Nous apportons un soutien financier à l'Autorité palestinienne pour l'aider à faire fonctionner l'administration et les services sociaux de base. Et nous sommes un partenaire fiable de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). En vertu d'un accord signé en février 2012 avec l'UNRWA, le Luxembourg fournira une assistance de 15 millions d'euros aux réfugiés de Palestine au cours de la période 2012-2015.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de donner quelques autres exemples illustrant la manière dont le Luxembourg contribue au règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques.

D'abord, comme cela a été rappelé lors de la réunion de haut niveau sur l'état de droit, le Luxembourg fut un des tout premiers Etats à reconnaître comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice. La Cour éclaire et développe le droit international et contribue, par ce biais, à renforcer les relations pacifiques entre les Etats.

Ensuite, le Luxembourg appuie les activités de diplomatie préventive, de médiation et de bons offices des Nations Unies. Notre soutien dans ce domaine bénéficie aussi aux organisations régionales telles que l'Union africaine. Il passe enfin par la société civile, comme en 2010, lorsque le Luxembourg a soutenu les médiations engagées par la Communauté de Sant'Egidio entre les acteurs politiques et civils de Guinée et du Niger.

Le Luxembourg lui-même, Etat multiculturel et plurilingue de par son histoire, sa position géographique et la composition de sa population, a souvent joué un rôle de médiateur entre les intérêts de ses grands voisins européens et au sein de l'Union européenne.

Fort d'une politique étrangère équilibrée, libre de l'héritage d'un passé colonial et marquée par un dévouement sans faille au multilatéralisme, le Luxembourg est au service des Nations Unies quand il s'agit de remplir le rôle d'honnête courtier et d'assumer les responsabilités qui vont avec ce rôle.

En 2009, le Luxembourg a ainsi eu l'honneur de présider le Conseil économique et social, à un moment charnière marqué par les effets dévastateurs de la crise économique et financière mondiale de 2008.

Mon pays a aussi été une cheville ouvrière de la Commission de consolidation de la paix, dès la conception de celle-ci en 2005. Depuis février 2011, le Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies, l'Ambassadeur Sylvie Lucas, préside la Formation Guinée de cette Commission. Le Luxembourg est honoré de pouvoir ainsi fédérer les efforts de la communauté internationale en soutien aux autorités de Conakry, qui ont demandé à être accompagnées prioritairement dans trois domaines : la réconciliation nationale, la réforme du secteur de sécurité et l'emploi des jeunes et des femmes.

Notre engagement traduit notre conviction qu'il convient d'adopter une approche globale de la consolidation et du maintien de la paix et de la sécurité internationales : une approche qui reconnaît le lien intrinsèque entre sécurité et développement.

En effet, pour assurer une paix durable, il faut s'attaquer aux causes profondes des conflits. Parmi ces causes profondes, deux retiennent plus particulièrement l'attention de mon pays : les inégalités sociales résultant de la persistance de la pauvreté et la raréfaction des ressources naturelles résultant des changements climatiques.

La lutte contre la pauvreté est pour nous une priorité affirmée. Depuis l'an 2000, le Luxembourg a atteint l'objectif fixé par les Nations Unies en consacrant au moins 0,7% de son revenu national brut à l'aide publique au développement. En 2009 et en 2010, cette aide a dépassé 1% de notre revenu national brut. Le Gouvernement luxembourgeois est déterminé à maintenir cet effort, malgré les contraintes budgétaires. Notre aide bénéficie en particulier aux pays les moins avancés. Nous dépassons là aussi l'objectif fixé par les Nations Unies en consacrant plus de 0,2% de notre revenu national brut à ces pays, dont la majorité se situent en Afrique.

Monsieur le Président,

Plus que de simples statistiques, ces chiffres traduisent notre esprit de solidarité à l'égard des pays en développement. Cet esprit anime non seulement nos responsables politiques et nos experts de la coopération, mais aussi les nombreux citoyens qui s'engagent à travers les associations de la société civile. Ma famille est fière de participer à cet élan de solidarité. Ainsi, mon épouse, la Grande-Duchesse, s'engage sans compter dans les secteurs sociaux comme éminent défenseur des enfants auprès de l'UNICEF, au Burundi notamment. La microfinance est un domaine qui la passionne depuis beaucoup d'années et qui lui a permis la réalisation de nombreux projets.

Comme le Secrétaire général l'indique dans son rapport, globalement, nous avons atteint avant l'heure certaines cibles essentielles des objectifs du Millénaire pour le développement. Cependant, les effets du réchauffement de la planète font des ravages et risquent de remettre en cause les progrès accomplis. Dans les pays les moins avancés, la situation est particulièrement préoccupante. Il est donc essentiel d'agir de façon résolue dans ce domaine.

Des avancées ont été accomplies dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Cancún puis à Durban. Il faut désormais progresser davantage en matière d'engagements de réduction des émissions de gaz carbonique. Un autre défi de taille réside dans la mobilisation de ressources financières et technologiques adéquates pour permettre aux pays les plus vulnérables, en particulier les pays les moins avancés, les pays en

développement sans littoral et les petits Etats insulaires en développement, de s'adapter aux effets des changements climatiques.

Le Luxembourg s'engage pour relever ce défi. C'est ainsi que nous avons décidé de nous associer à un important programme en matière d'énergies renouvelables qui répond aux besoins spécifiques des petits Etats insulaires en développement du Pacifique.

Si j'ai tenu à participer en juin de cette année à la Conférence de Rio+20 au Brésil, c'est pour montrer à quel point le développement durable de la planète est une priorité pour mon pays. Aucun d'entre nous n'a les moyens de s'en sortir seul. Notre interdépendance nous pousse à agir de concert. C'est une question de survie. Et c'est au sein des Nations Unies que nous devons organiser notre survie collective.

Monsieur le Président,

Je ne voudrais pas omettre de mentionner un autre domaine d'action prioritaire pour le Luxembourg en termes de prévention des conflits, à savoir celui du désarmement et de la non-prolifération. Le Luxembourg œuvre en faveur d'une constante recherche de la sécurité au plus bas niveau possible d'armement. Il est partie à tous les traités et conventions régionaux et internationaux dans ce domaine. Et, malgré le contretemps que la communauté internationale a connu cette année, nous continuerons de nous engager pour un Traité sur le commerce des armes qui puisse aider les Etats membres à combattre de façon efficace le fléau de la circulation incontrôlée des armes.

Quand des conflits éclatent en dépit de nos efforts visant à les prévenir, le Luxembourg n'hésite pas non plus à s'engager. Mon pays participe ainsi régulièrement et activement aux opérations de maintien de la paix. Actuellement, des troupes luxembourgeoises contribuent aux efforts sous mandat de l'ONU au Kosovo, au Liban et en Afghanistan.

Par ses contributions aux Missions de l'Union européenne, le Luxembourg prend aussi ses responsabilités en République démocratique du Congo, dans la lutte contre la piraterie au large des côtes de la Somalie, ainsi que dans la région du Sahel, où la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour éviter l'enracinement de groupes terroristes liés au crime transnational organisé.

Monsieur le Président,

Tous les domaines d'action que je viens d'aborder montrent à quel point les Nations Unies sont indispensables. Si nous sommes convaincus de la pertinence d'une approche multilatérale fondée sur les Nations Unies, il nous faut cependant donner à l'Organisation les moyens d'être le véritable centre de l'action multilatérale. Il nous faut pour cela continuer à faire avancer la réforme de l'ONU, y compris la réforme du Conseil de sécurité.

Nous sommes tous conscients de la nécessité de rendre le Conseil de sécurité plus inclusif et plus représentatif des réalités d'aujourd'hui, et de le rendre plus efficace et plus transparent, en continuant d'améliorer ses méthodes de travail. L'Afrique doit enfin pouvoir prendre toute la place qui lui revient au Conseil, en particulier parmi les membres permanents. Il importe aussi de garantir une place adéquate aux petits Etats, qui représentent la vaste majorité des Etats membres de l'Organisation.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

L'action du Luxembourg au sein des Nations Unies depuis 1945 peut se résumer en trois mots clefs : engagement, solidarité, responsabilité. Or, si le Luxembourg a su faire preuve de façon continue de solidarité et d'engagement et assumer des responsabilités à l'ONU, il n'a encore jamais eu l'honneur de siéger au Conseil de sécurité.

Fort de son engagement dans les opérations de maintien de la paix et dans les activités de consolidation de la paix, le Luxembourg a déclaré il y a onze ans sa candidature à un mandat de membre non-permanent du Conseil de sécurité pour la période 2013-2014.

Le Luxembourg est prêt à partager la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales que les Etats membres de l'Organisation ont conférée au Conseil de sécurité en vertu de la Charte.

Monsieur le Président,

L'engagement pour un multilatéralisme efficace n'est pas une question de taille.

Lors de sa visite officielle au Luxembourg, le 17 avril 2012, alors qu'il s'adressait à notre Parlement et par là même à notre pays, le Secrétaire général Ban Ki-moon eut cette belle formule : « Vous avez montré que ce n'est pas la taille du territoire d'un pays qui fait la différence. C'est la taille du cœur d'une nation. C'est l'ampleur de la vision d'une nation. C'est la profondeur de la promesse d'une nation au reste du monde ».

Cette reconnaissance nous honore. Elle n'a que renforcé la volonté du Luxembourg de se montrer à la hauteur de la tâche et de se mettre au service des Nations Unies.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,

On behalf of the Grand Duchy of Luxembourg, let me congratulate you on your election as President of the United Nations General Assembly. You can count on the full support of my country as you assume this major responsibility.

The General Assembly is the central body of the United Nations architecture. Here, all Member States are represented and each has a vote, irrespective of its size, its population or its economic power. The Assembly truly is the concert of nations embodying the principle of the sovereign equality of all Member States. To you, the conductor of the concert of States here assembled, we wish inspiration, passion and wisdom.

Mr. President,
Mr. Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

Luxembourg is proud to have been part, since the very beginning, of the peace project of the United Nations.

When he presented the United Nations Charter – signed a few weeks earlier in San Francisco – to the Luxembourg Parliament on 9th August 1945, our then Minister of Foreign Affairs, Mr. Joseph Bech, spoke these visionary words: « it is in the work of the United Nations that our country found the hope of rebirth in its darkest hour; it is among the United Nations that it has taken up its place as an independent State, as a free country; it is among these peaceful countries, just united by the Organisation of San Francisco in the wonderful hope of a lasting peace, that it will find the guarantees of a future which are necessary for its renewal ».

History has vindicated him. Determined, with the other peoples of the United Nations, to save succeeding generations from the scourge of war, Luxembourg found in the United Nations and multilateralism in general the ideal framework to flourish as an independent, sovereign State, free to choose for itself. Luxembourg was able to prosper thanks to the peace it has enjoyed since 1945. In return, we have resolutely committed ourselves in the United Nations to contribute to building peace and to promoting sustainable development for the greatest number.

Mr. President,

You have rightly chosen the peaceful settlement of disputes as the topic of the general debate of the current session.

It is one of the overarching objectives of our Organisation, in order to enable it to maintain international peace and security. To settle disputes peacefully, a major role is ascribed by the Charter to the Security Council, but also to the General Assembly and the International Court of Justice.

The Syria crisis, which has been going on for the last 18 months, keeps getting worse. It has now claimed more than 20.000 victims. Repercussions on neighbouring countries are growing.

This crisis is a challenge to our conscience. It puts our commitment to a hard test. Some are tempted to accuse the United Nations of inaction. But the guilt lies elsewhere. Luxembourg firmly believes that those responsible for the terrifying violence, the war crimes, the egregious human rights violations and crimes against humanity committed in Syria, will one day have to answer for them.

The failure to this day to solve the Syrian crisis through peaceful means must not lead us to neglect the search for political solutions to other crises.

Luxembourg has consistently advocated a peaceful settlement of the Israeli-Palestinian conflict. This conflict has been going on for too long. It is essential that the parties start new direct negotiations and negotiate a sustainable peace, with the support of the Quartet. The path will be arduous, no doubt, but the objective is worth it, for the Israelis and the Palestinians and the entire region: an independent, democratic, contiguous and viable State of Palestine, living side by side with the State of Israel in peace and security.

For many years, Luxembourg has been supporting the building of the Palestinian State, both on the political and economic levels, by supporting the aspirations of Palestine to assume its place among the nations of the world. We give financial support to the Palestinian Authority, helping its efforts to make public administration and basic social services work, and we are also a reliable contributor to the activities of the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA). In February 2012, we have concluded a multiannual partnership agreement with UNRWA. Under this agreement, Luxembourg will provide assistance in the amount of 15 million Euro to Palestine refugees in the years 2012-2015.

Mr. President,

Let me give a few other examples to illustrate how Luxembourg is contributing to the peaceful settlement of international disputes, through its commitment to effective multilateralism with the United Nations at its centre.

First, as has been recalled during the High-level meeting on the rule of law at the national and international levels, Luxembourg was one of the very first States to recognise the jurisdiction of the International Court of Justice as compulsory. The Court can elucidate and develop international law and thereby strengthen peaceful relations between States.

Luxembourg further contributes to the peaceful settlement of conflicts by giving financial support to preventive diplomacy and mediation activities and to the good offices undertaken by the United Nations. Our support also benefits regional organisations like the African Union. Finally, Luxembourg also calls on civil society, as in 2010, when we supported the mediation efforts by the Community of Sant'Egidio between political and civil society actors in Guinea and in Niger.

Luxembourg itself, being a multicultural and multilingual State by its history, its geographical location and the composition of its population, has often played a role of mediator between the interests of its large European neighbours and within the European Union.

Building on a balanced foreign policy, free from the legacy of a colonial past and defined by an unwavering commitment to multilateralism, Luxembourg is at the service of the United Nations when it comes to playing the role of an honest broker and fulfilling the responsibilities associated with this role.

In 2009, Luxembourg has thus had the honour of chairing ECOSOC, the Economic and Social Council, at a crucial juncture, marked by the devastating effects of the global economic and financial crisis of 2008.

My country has also been a linchpin of the Peacebuilding Commission since its inception in 2005. Since February 2011, the Permanent Representative of Luxembourg to the United Nations, Ambassador Sylvie Lucas, is chairing the Guinea Configuration of the Peacebuilding Commission. Luxembourg is honoured to be able to marshal the efforts of the international community in support of the authorities in Conakry, who have asked to be accompanied in three priority areas: national reconciliation, security sector reform and youth and women's employment.

Our commitment to the Peacebuilding Commission stems from our conviction that we need to adopt a global approach towards peacebuilding and towards the maintenance of international peace and security: an approach which recognises the intrinsic link between security and development.

To ensure durable peace, one must tackle the root causes of conflicts. Among these root causes, Luxembourg is concentrating specifically on two of them: social inequality resulting from persistent poverty and the increasing scarcity of natural resources, resulting from climate change.

The fight against poverty is one of our stated priorities. Since the year 2000, Luxembourg has reached the objective set by the United Nations by dedicating at least 0.7% of its gross national income to official development assistance. In 2009 and 2010, this aid exceeded the threshold of 1% of our gross national income. The Government of Luxembourg is determined to maintain this effort, despite budgetary constraints. Our assistance is benefitting Least Developed Countries in particular. Here again, we exceed the objective set by the United Nations by dedicating more than 0.2% of our gross national income to these countries, the majority of which are in Africa.

Mr. President,

Beyond simple statistics, these figures reflect our spirit of solidarity towards developing countries. This spirit of solidarity does not just drive our political decision-makers and our development cooperation experts, but also the numerous citizens who are acting through civil society organisations. My family is proud to participate in this movement of solidarity. My wife, the Grand Duchess, invests herself fully in the social sectors as an Eminent Advocate for Children for UNICEF, notably in Burundi. She has been passionate about microfinance for many years and has achieved numerous projects in this field.

As the Secretary-General's report highlights, we have achieved, worldwide, some essential targets of the Millennium Development Goals ahead of time. The effects of global warming are catastrophic and are threatening to undo the progress that has been accomplished. The situation

is particularly worrying in the Least Developed Countries. It is therefore essential that we act resolutely in this area.

Progress has been made at the Conferences of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change, in Cancún and in Durban. We now need more commitments to be made in terms of reducing carbon emissions. Another major challenge lies in the mobilisation of adequate financial and technological resources to allow the most vulnerable countries, in particular the Least Developed Countries, the Landlocked Developing Countries and the Small Island Developing States, to adapt to the effects of climate change.

Luxembourg is acting to meet this challenge. For example, we have decided to join an important programme of support to the Pacific Small Island Developing States in the area of renewable energy.

I have personally attended the Rio+20 Conference in Brazil, in June of this year, in order to show how high a priority the sustainable development of our planet is for my country. None of us has the means to make it on our own. Our interdependence pushes us to act jointly. It is a matter of survival. And it is in the United Nations that we have to organise our collective survival.

Mr. President,

I would not like to fail to mention another priority for Luxembourg in terms of conflict prevention is in the area of disarmament and non-proliferation. Luxembourg promotes the constant search for security at the lowest level of armament. It is a party to all global and regional treaties and conventions in this field. Despite the setback the international community has suffered this year, we remain committed to work towards an Arms Trade Treaty, which would help Member states to combat the scourge of uncontrolled arms circulation effectively.

When conflicts break out despite the attempts to prevent them, Luxembourg does not shy away from committing itself either. My country participates regularly and actively in peacekeeping operations. Currently, Luxembourg troops are contributing to operations under UN mandate in Kosovo, Lebanon and Afghanistan.

Through its contributions to European Union missions, Luxembourg also takes its responsibilities in the Democratic Republic of the Congo, in the fight against piracy off the coast of Somalia, as well as in the Sahel region, where the international community must redouble its efforts to prevent terrorist groups linked to transnational organised crime from taking root.

Mr. President,

All the areas of action I have touched upon show how indispensable the United Nations are. If we are convinced of the relevance of a multilateral approach founded on the United Nations, we must give the Organisation the means to be at the centre of multilateral action and to be a true catalyst for change. We therefore need to continue to press ahead with UN Reform, including Security Council Reform by allowing new permanent and non-permanent members to serve on the Council.

We are all conscious of the necessity to make the Security Council more inclusive and more representative of today's realities, and to make it more effective and transparent by

continuing to improve its working methods. Africa should at last take its rightful place on the Council, in particular among the permanent members. It is also important to ensure adequate representation for small States, which represent the vast majority of the Member States of the Organisation.

Mr. President,
Mr. Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

Since its accession among the founding members in 1945, Luxembourg's action in the United Nations can be summarised by three key words: commitment, solidarity, responsibility. However, if Luxembourg has consistently proved its solidarity and commitment and has taken on responsibilities at the UN, it has never had the honour to serve on the Security Council.

Eleven years ago, building on its commitment to peacekeeping operations and peacebuilding activities, Luxembourg declared its candidature for a non-permanent seat on the Security Council for the period 2013-2014.

Luxembourg stands ready to share primary responsibility for the maintenance of international peace and security, which the Member States of the Organisation have conferred on the Security Council under the Charter.

Mr President,

Size does not matter when it comes to the commitment to effective multilateralism.

During his official visit to Luxembourg on 17th April 2012, addressing Parliament and thus our country, Secretary-General Ban Ki-moon had this eloquent phrase: « You have shown that it is not the size of a nation's territory that makes the difference. It is the size of a nation's heart. It is the breadth of a nation's vision. It is the depth of a nation's promise to the wider world ».

This recognition honours us. It has further strengthened Luxembourg's resolve to be up to the task and to serve the United Nations.

I thank you for your attention.